

CONDITIONS GENERALES DE VENTE ET DE LOCATION

Article 1 : Opposabilité des présentes conditions générales

1.1. Par le fait de sa commande, le client est réputé avoir pris connaissance des présentes conditions générales et les accepter, et ce, même si elles sont en contradiction avec ses propres conditions générales ou particulières.

1.2. Les présentes conditions générales et les conditions particulières du contrat annulent et remplacent toutes autres conditions antérieures et prévalent sur les conditions générales ou particulières du client.

Article 2 : Offres - Devis - Commandes – Etudes - Délais

2.1. Nos offres et devis sont remis à titre indicatif, sous réserve de modification par suite d'erreur ou d'omission, et n'engagent la société qu'à la réception du bon de commande dûment signé par le client. Ils sont établis sur base des indications fournies par le client et toute modification de ces données entraîne une révision du prix.

2.2. Sauf disposition contraire prévue dans l'offre/le devis ou le bon de commande et expressément acceptée par la société, la commande ne sera exécutée qu'après paiement d'un acompte correspondant à 50% du montant total de la commande, T.V.A. comprise.

En cas d'annulation de la commande par le client, minimum 10 jours avant le premier de l'activation, cette annulation sera sans frais pour le client, en dehors des heures déjà prestées pour ce projet ainsi que les frais et indemnités de rupture des productions déjà lancées, qui seront facturés intégralement.

Entre 9 à 6 jours avant la date d'activation, l'acompte de 50% est perdu, majoré des heures déjà prestées pour ce projet ainsi que les frais et indemnités de rupture des productions déjà lancées, qui seront facturés intégralement.

Entre 5 à 2 jours avant la date d'activation : 30% du solde, majoré des heures déjà prestées pour ce projet ainsi que les frais et indemnités de rupture des productions déjà lancées, qui seront facturés intégralement.

2.3. Toute modification, ajout ou suppression des travaux tels qu'ils sont décrits dans l'offre/le devis devra faire l'objet d'un avenant, à défaut de quoi ces travaux seront réputés avoir été exécutés conformément aux instructions verbales du client, lequel renonce en conséquence à tout recours de ce chef, y compris quant à la facturation de ces travaux.

La société se réserve toutefois le droit d'apporter en cours de réalisation du projet les modifications ou changements qui seraient rendus nécessaires par des circonstances particulières ou qui seraient dans l'intérêt du projet.

Les différences éventuelles entre les données figurant au devis et le matériel fourni ne donnent pas le droit au client de refuser la marchandise ou les services, ni d'en refuser le paiement, ni d'exiger un quelconque dédommagement.

2.4. En cas de renonciation du client après établissement du devis et/ou de l'étude des travaux à effectuer, les frais exposés, majorés d'une indemnité forfaitaire de 15%, seront mis à sa charge.

Article 3 : Tarifs

3.1. Les tarifs des prestations et/ou locations sont établis en fonction d'un paiement au comptant, net et sans escompte et doivent être majorés de la T.V.A. au taux en vigueur lors de l'établissement des devis et factures et des taxes diverses éventuelles.

Le paiement des acomptes et du solde seront effectués suivant les conditions de paiement stipulées sur le devis.

3.2. Les prix mentionnés dans un devis/une offre accepté par le client pour des travaux à exécuter dans un délai excédant trois mois sont susceptibles d'être revus si le prix des fournitures et/ou de la main d'œuvre utilisées ont augmenté de 15% au moins.

3.3. Les frais de livraison sont toujours à charge du client, de même que les frais de déplacement et de main d'œuvre supplémentaires par rapport aux devis acceptés.

Article 4 : Exécution du contrat

4.1. La société apportera à la réalisation des projets qui lui sont confiés par le client tous les soins d'un bon père de famille. Elle ne sera tenue, en ce compris pour le respect des délais convenus, que d'une obligation de moyen.

4.2. En cas de vente de matériel, les obligations de la société seront intégralement remplies dès que le matériel aura été livré ou enlevé par le client. Il appartient au client de prendre toute mesure pour en assurer la sécurité et l'entreposage.

4.3. En aucun cas, la société ne pourra être tenue responsable des dégâts, quels qu'ils soient, occasionnés accidentellement à des marchandises appartenant au client qui auront été remises dans ses entrepôts, transportées ou installées par ses soins.

4.4. En aucun cas, la société ne pourra être tenue pour responsable d'une atteinte à l'image de marque du client et ce dernier ne pourra en aucun cas réclamer la réparation d'un préjudice moral.

Article 5 : Livraison - Déplacement - Catering

5.1. Les délais de livraison ne sont donnés qu'à titre indicatif; leur modification éventuelle n'engage pas la responsabilité de la société, n'ouvre pas le droit pour le client d'annuler le contrat et ne peut donner lieu à l'allocation de dommages et intérêts ou indemnités quelconques.

5.2. La survenance de faits ou événements de force majeure exonère la société de toute responsabilité. Les situations d'avarie, de casse ou de manquant devront être constatées à l'arrivée par le client et/ou la société et, le cas échéant, être signalées par écrit au transporteur.

5.3. La société se réserve le droit, à tout moment et sans justification préalable, d'expédier les marchandises contre remboursement ou d'en exiger le paiement à la commande.

5.4. Dans le cas de prestations, l'organisation et le coût du catering et du logement des intervenants est à charge du client, de même que les frais de déplacement de ceux-ci, et ce, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Article 6 : Transfert des risques

6.1. Le transfert des risques a lieu lors la livraison, nonobstant la clause de réserve de propriété dont bénéficie la société et ce, tant pour la location que pour la vente.

6.2. En cas d'existence d'un vice caché du matériel loué ou vendu, aucun recours ne pourra être intenté à l'égard de la société sans préjudice d'un recours éventuel contre le tiers fournisseur ou fabricant.

Article 7 : Location de matériel

7.1. En cas de location de matériel, le client est entièrement et exclusivement responsable du bon usage du matériel et ce, en toutes circonstances, soit qu'il l'utilise lui-même, soit qu'il en confie l'utilisation à des techniciens se trouvant sous sa responsabilité ou non.

7.2. La sous-location, le dépôt ou le prêt, par le client à un tiers, de matériel appartenant à la société, est formellement interdit, sauf accord écrit préalable de la société.

Il est strictement interdit au client de modifier la structure du matériel ou d'y fixer quoi que ce soit sans l'accord préalable de la société. En cas de contravention à cette interdiction, la société facturera le matériel modifié à son prix de vente normal.

7.3. En cas de survenance de tout dommage quelconque au matériel loué, le client doit effectuer les constatations d'usage et en avertir la société endéans les 24 heures, à défaut de quoi la valeur de remplacement du matériel endommagé lui sera intégralement facturée.

7.4. La livraison et le retour du matériel ont lieu dans les locaux de la société ou en tout autre endroit mentionné sur le bon de commande.

7.5. Le matériel loué est réputé se trouver en parfait état de fonctionnement. La réception du matériel entraîne l'acceptation sans réserve et irrévocable de celui-ci dans l'état dans lequel il se trouve. Elle est établie par la signature d'un reçu ou par l'utilisation du matériel.

7.6. Les formalités de déplacement sont sous l'entière responsabilité du client, qui devra contracter une assurance adéquate au bénéfice de la société. En cas de dégâts ou de perte, dus au transit ou à l'éventuelle immobilisation en douane du matériel, les frais liés à ces dommages ainsi que les frais de retard de restitution seront à la charge du client.

7.7. Lors du retour du matériel, il sera dressé un état des lieux contradictoire dans les entrepôts de la société et les éventuels dégâts locatifs seront portés en compte au client, sauf le droit pour la société de préférer facturer le matériel endommagé comme matériel vendu. Il en sera de même pour tout objet ou accessoire disparu ou volé dont le remplacement sera mis à charge du client.

7.8. En cas de prolongation de l'utilisation du matériel par le client, il appartient à ce dernier de prévenir la société 48 heures au moins avant la date prévue de fin de location ou de prestation. La prolongation se fera aux mêmes conditions que celles de la location ou de la prestation initiale et fera l'objet d'un nouveau bon de commande à signer par le client.

En cas de restitution tardive du matériel, le client sera redevable du coût de la prolongation de la location, mais également d'une indemnité destinée à compenser les préjudices subis par la société du fait de ce retard.

7.9. Le client renonce à tout recours à l'encontre du bailleur sur base des articles 1721 et 1386 du Code civil. Il assumera seul l'entière responsabilité du matériel, tant à l'égard des tiers qu'à l'égard du bailleur pendant toute la durée de la location.

7.10. La société décline toute responsabilité pour les accidents, pertes, vols ou dégradations quelconques survenus aux supports (disque dur, clé usb, CD/DVD, ...) et/ou à leur contenu (fichiers photo/vidéo/..., données) appartenant au client et qui seraient demeurés dans le matériel loué après la fin de la location.

7.11. Le matériel loué doit être couvert par une police d'assurance souscrite par le client locataire. Cette police devra couvrir le vol, l'incendie, les dégâts matériels et corporels d'origine interne ou externe, survenus sur le territoire belge ou étranger.

7.12. En cas de sinistre ou de non restitution du matériel par le locataire, la durée de location sera prolongée jusqu'à la production par le client d'une déclaration officielle de sinistre ou de vol, le client restant tenu de régler pendant cette période le montant de la location et prenant également à sa charge les frais de reconstitution ou de réparation du matériel.

Article 8 : Paiement

8.1. Toutes nos factures sont payables au comptant, net et sans escompte, sauf dérogation expresse écrite.

8.2. Tout retard de paiement entraînera de plein droit et sans mise en demeure, par le seul fait de l'échéance de la facture et à dater de celle-ci, un intérêt de 12% l'an. En outre, en cas de défaut de paiement total ou partiel de la facture, le client sera redevable d'une indemnité forfaitaire égale à 15% du montant restant dû avec un minimum de 100 €.

8.3. Le défaut de paiement d'une facture à son échéance rend immédiatement exigibles toutes autres sommes dues par le client, quelles que soient les facilités de paiement accordées préalablement. En outre, la société aura le droit de résilier, sans préavis ni indemnité, tout autre contrat conclu avec le même client.

Article 9 : Réserve de propriété

9.1. Les marchandises vendues restent l'inaliénable et exclusive propriété de la société jusqu'au paiement intégral par le client. En cas de défaut de paiement aux échéances convenues, la société aura le droit d'en reprendre possession, sans mise en demeure préalable.

9.2. Le matériel loué est et reste la propriété de la société et ne peut être cédé par le client. Si ce matériel fait l'objet d'une saisie par un tiers alors qu'il se trouve chez le client, celui-ci devra, à ses frais, obtenir mainlevée immédiate de la saisie, étant entendu qu'il sera redevable du loyer conventionnel jusqu'à la restitution intégrale du matériel à la société.

Article 10 : Réclamations

10.1. Toute réclamation concernant les marchandises louées ou vendues ou les prestations effectuées devra être introduite par lettre recommandée dans les 8 jours de la date de livraison ou de prestation, à défaut de quoi les marchandises et services seront réputés agréés par le client.

10.2. Si la réclamation est reconnue fondée et acceptée par la société, celle-ci procédera au remplacement ou à la réparation des marchandises reconnues défectueuses ou à l'exécution de nouvelles prestations, à l'exclusion de toute autre indemnité quelconque.

10.3. Toute réclamation relative à la facturation doit être formulée par lettre recommandée dans les 8 jours de la réception de la facture. Passé ce délai, la facture sera considérée comme intégralement acceptée.

10.4. Les réclamations ne dispensent pas le client de son obligation de paiement dans le délai mentionné par les présentes conditions générales.

Article 11 : Droits d'auteur et autorisations diverses

11.1. Le client qui passe commande pour des fournitures et/ou prestations est censé disposer des droits relatifs à ces fournitures et/ou prestations et dégage à cet égard la société de toute responsabilité, de même qu'il s'engage à l'indemniser de tout dommage qui pourrait survenir du fait de l'inexistence de ces droits.

11.2. Les droits d'auteur, demandés par la SOFAM, la SABAM, un autre organisme ou un particulier dans le cadre d'une action réalisée pour le client sont à charge de ce dernier.

Article 12 : Assurances

12.1. Dans le cadre des opérations réalisées par la société pour le client, ce dernier souscrira, à ses frais, toutes les assurances nécessaires en vue de l'événement organisé.

Ces assurances couvriront en tout cas le vol, les dégâts causés au matériel et ceux occasionnés par celui-ci, de même que la responsabilité civile de la société.

12.2. Pour les prestations en dehors de l'Europe, le client devra souscrire à ses frais une assurance pour se couvrir d'une saisie, de la destruction du matériel, de dommages aux personnes en cas d'émeutes, de faits politiques ou de catastrophes naturelles ainsi que pour le manque à gagner qui pourrait en résulter.

Article 13 : Propriété intellectuelle

13.1. Les projets, études, plans et devis réalisés à la demande du client restent la propriété de la société et ne peuvent être reproduits, exécutés ou communiqués, de quelque manière que ce soit, sans son accord écrit préalable.

13.2. Si le client exécute ou fait exécuter par un tiers un projet élaboré par la société, il sera redevable envers celle-ci du montant total du devis établi pour ce projet, à titre d'indemnité forfaitaire et irréductible et sous réserve de tout dommage et intérêt complémentaires.

Article 14 : Résiliation du contrat

14.1. En cas de non respect par le client des obligations qui lui incombent en vertu des présentes conditions générales ou si des informations erronées sont données par le client à la société, celle-ci se réserve le droit de résilier le contrat sans préavis ni mise en demeure préalable.

14.2. En cas de vente forcée, de réduction de garantie, de concordat judiciaire, de faillite ou de cession de fonds de commerce, ou de tout événement affectant les affaires ou la solvabilité du client, la société pourra, de plein droit et sans mise en demeure préalable, résilier le contrat, sans préavis ni indemnité.

14.3. En cas de résiliation du contrat, pour quelque motif que ce soit, le client est tenu de restituer sans délai le matériel loué, sans préjudice de tout dommage et intérêts qui pourraient être dus à la société.

14.4. En cas de résiliation du contrat par le client, celui-ci s'engage à indemniser la société de toutes les dépenses exposées et de tous les travaux déjà exécutés, ainsi que du bénéfice perdu sur les travaux restant à exécuter. Ce bénéfice est évalué conventionnellement à 30% du montant des travaux retirés. Si un acompte a été versé, il restera en outre acquis à la société.

Article 15 : Litiges

La présente convention est régie par le droit belge.

Tout litige entre la société et le client sera de la compétence exclusive des juridictions de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles, le droit belge étant seul applicable, sauf le droit pour la société d'assigner le client devant le tribunal de son domicile. La procédure se déroulera en français, sauf dispositions légales contraires quant à l'emploi des langues en matière judiciaire.

Article 16 : Dispositions finales

16.1. Les représentants ou délégués de la société ne sont habilités ni à engager la société, ni à recevoir le paiement des acomptes ou factures, sauf dérogation spéciale.

16.2. La nullité ou la modification de l'une ou l'autre clause des présentes conditions générales ne porte pas atteinte à la validité des autres clauses qui seront appelées à sortir leurs pleins effets.

16.3. Dans le cas où le client est un intermédiaire agissant pour le compte d'un tiers, le client est tenu de lui communiquer les présentes conditions générales et de les lui faire souscrire.

En cas d'insolvabilité du client, la société sera en droit de s'adresser directement au client final.